

# LE COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE DES ÉTATS-UNIS SE PORTERA MOINS BIEN EN 2015

Calculé en année fiscale, le solde du commerce extérieur américain pour l'année 2014 enregistre une nouvelle poussée. Avec plus de 43 milliards de dollars, le secteur agroalimentaire se porte plutôt bien. En revanche, en raison du ralentissement économique de certains pays émergents et de l'appréciation du dollar, les prévisions pour 2015 apparaissent moins positives, puisque l'excédent reculerait de 36,4 %, et se situerait au niveau de celui de 2009.

L'économie américaine se distingue depuis de nombreuses années par un déficit commercial abyssal, lequel, couplé à celui du budget de l'Etat fédéral, forment ce que les économistes ont appelé les « déficits jumeaux ». Sauf que, depuis 2008, sous les effets conjugués de la crise et de la production de gaz de schiste, les Etats-Unis ont desserré leur contrainte extérieure. La crise a pesé sur la consommation des ménages et a occasionné un ralentissement des importations. Quant à la production de gaz de schiste, elle a permis de réduire la dépendance américaine en pétrole et par voie de conséquence d'alléger la facture énergétique.

Le déficit commercial (marchandises et services) s'est ainsi fortement contracté, atteignant en 2013 476,4 milliards de dollars (702 milliards de dollars pour les seuls flux de marchandises).

Dans cet ensemble, le secteur agricole et alimentaire continue de dégager un confortable excédent, en hausse de près de 17 % par rapport à 2013 (flux commerciaux calculés en année fiscale aux Etats-Unis, sur une période allant d'octobre à octobre de l'année suivante). Il s'agit d'un nouveau record, le précédent ayant été celui de 2011 (43 milliards de dollars, contre 43,3 en 2014) (graphique 1). Les produits agricoles et alimentaires représentent de 10 à 12 % des exportations totales de l'économie des Etats-Unis. Les importations en revanche se sont fixées en 2014 à 5% du total des achats effectués par les Américains.

## QUATRE GRANDS POSTES TIRENT LES EXPORTATIONS AMÉRICAINES



La structure des exportations américaines apparaît assez concentrée. Près de 90 % des exportations agricoles et alimentaires américaines sont imputables à quatre grands secteurs : céréales (24 % du total des exportations agroalimentaires en 2014, le maïs étant la première denrée céréalière exportée), oléagineux (23 %, se décomposant entre les graines, les tourteaux et l'huile de soja), viandes (22 %, viandes bovine et de volaille occupant le premier rang) et produits horticoles (22 %, sachant que les fruits et légumes, frais et transformés, ainsi que les noix, figurent dans la catégorie « horticulture »). Loin derrière viennent les produits laitiers, le coton et le sucre et produits tropicaux.

### 43,3

milliards de dollars excédent agricole et agro-alimentaire des USA

### 10 à 12 %

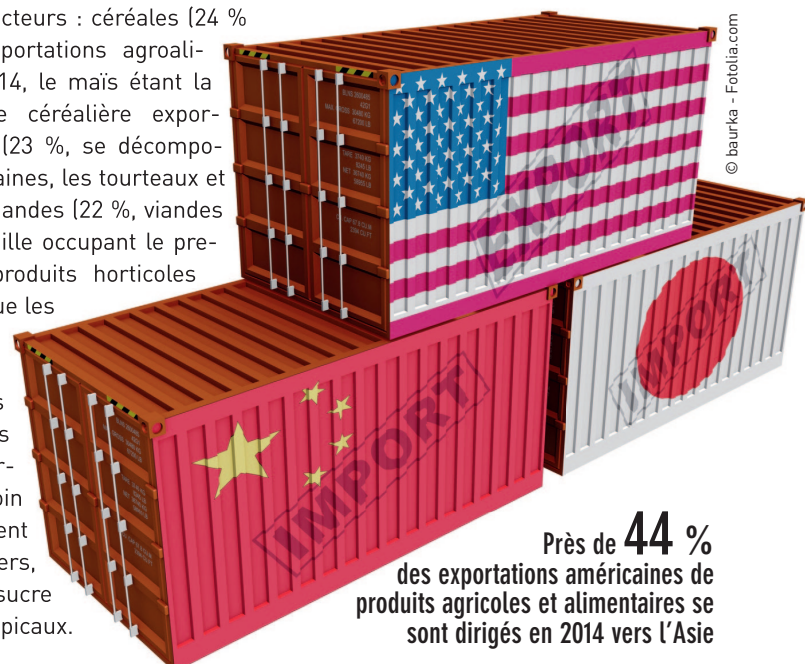
part des produits agricoles et alimentaires dans les exportations

### 5 %

part des produits agricoles et alimentaires dans les importations

Entre 2013 et 2014, les exportations de ces quatre grands postes ont progressé entre 6 (produits de l'horticulture) et 16 % (céréales).

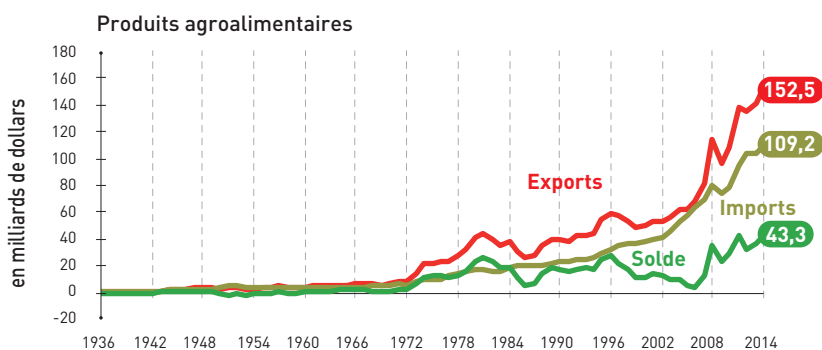
La ventilation géographique des exportations américaines de produits agricoles et alimentaires livre également des informations intéressantes.



Près de **44 %** des exportations américaines de produits agricoles et alimentaires se sont dirigées en 2014 vers l'Asie

●●● Près de 44 % des exportations américaines de produits agricoles et alimentaires se sont dirigés en 2014 vers l'Asie, et plus spécifiquement vers la Chine – première destination – et le Japon. Les exportations vers la Chine sont, à elles seules, plus élevées que celles effectuées en direction du Canada et du Mexique, pourtant partenaires privilégiés des Etats-Unis dans le cadre de l'ALENA (Accord de Libre-échange Nord Américain signé en 1994). Vient ensuite l'Union européenne à 28, dont le poids dans les exportations américaines atteint 8,4 %. On comprend mieux que les Etats-Unis se soient engagés avec détermination dans les négociations transatlantiques, dans la mesure où un accord avec les 28 pays membres de l'UE déboucherait sans doute sur un rééquilibrage des flux commerciaux. L'UE est en effet la seule région du monde avec laquelle les Etats-Unis sont commercialement déficitaires en produits agricoles et alimentaires (tableau 1).

Solde du commerce extérieur des Etats-Unis



7 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : USDA

Prévisions 2014 exportations USA



Viande bovine

1,2 million de tonnes



Viande porcine

2,3 millions de tonnes



Viande de Poulet (hors autres volailles)

3,3 millions de tonnes

© fabioberti.it - Fotolia.com

**38 %**  
part des produits agricoles et agroalimentaires importées du Canada et du Mexique

**17,2 %**  
part des produits agricoles et agroalimentaires importées de l'UE à 28

**18,7 milliards de dollars**  
(importations de produits agro-alimentaires en provenance de l'UE à 28).

FLUX COMMERCIAUX BILATÉRAUX UE-USA (en milliards de dollars)

	2013	2014	2015 (p)
Exportations de l'UE vers les USA	17.3	18.7	20.3
Importations de l'UE venant des USA	11.6	12.7	12.5
Solde bilatéral des échanges agroalimentaires	5.7	6.0	7.8

Source : USDA (p : prévision)

Du côté des importations, l'année fiscale 2014 s'est terminée par une croissance des postes viandes et produits laitiers (augmentation de 13,7 à 16 milliards de dollars), et produits de l'horticulture (+ 6,5 %), notamment les fruits frais et les noix entières et décortiquées. Au sein de cette nomenclature, les importations de vins et de boissons ont peu augmenté sur un an. Les achats de sucre et de produits tropicaux sont restés stables.

Les produits importés proviennent principalement du Canada et du Mexique (38 %), puis de l'Union européenne (17,2 %). À elle seule, l'UE à 28 exporte vers le marché américain davantage que l'Asie tout entière (18,7 milliards en

2014 contre 18 pour l'Asie). L'Amérique latine puis l'Océanie et l'Afrique ferment la marche. S'agissant du sous-continent américain, c'est le Brésil qui exporte le plus vers les Etats-Unis avec en 2014 près de 4 milliards de dollars.

PERSPECTIVES 2015 MOINS FAVORABLES

Les prévisions réalisées par l'USDA (le Ministère américain de l'agriculture) pour l'année 2015 indiquent que le pic excédentaire de 2014 ne se reproduirait pas. Pire, l'excédent commercial se situerait aux alentours de 27 milliards de dollars,

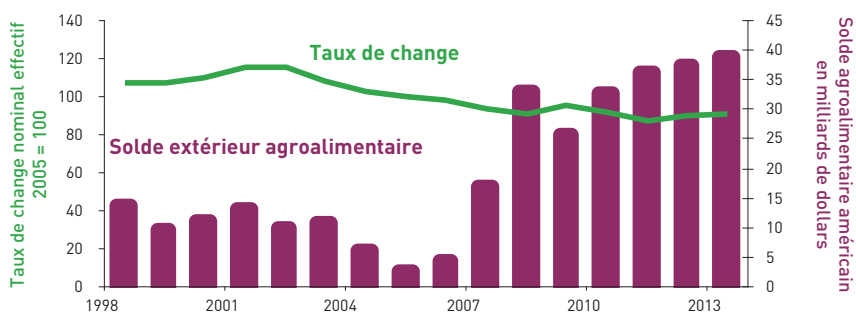
soit le plus faible niveau depuis 2009, puisque cette année-là le solde s'était fixé + 22,9 milliards de dollars. Il faut dire que la forte contraction de l'excédent agroalimentaire était due à l'époque à la récession mondiale dans le sillage de l'éclatement de la bulle immobilière américaine. D'autres pays excédentaires, dont la France, avaient d'ailleurs été touchés par la contraction de leurs échanges de produits agricoles. En 2009, l'excédent français agroalimentaire avait diminué de moitié comparativement à 2008.

Plusieurs facteurs seront à l'origine du repli annoncé des performances commerciales américaines. D'abord la poursuite du ralentissement économique des pays développés et des économies émergentes d'Asie. Le taux de croissance du premier client des Etats-Unis, la Chine, passerait selon l'USDA de 7 à 6,5 % (il était de plus de 14 % au début des années 2000). Les ventes de produits agricoles et alimentaires vers la Chine diminueraient ainsi de plus d'1 milliard de dollars en 2015.

Au Japon, la croissance du PIB devrait être inférieure à 1 %, voire proche de 0 % selon le FMI. Il en résulterait un amoindrissement des importations de produits agricoles et alimentaires de ces deux importants débouchés pour les Américains. Quant à l'UE à 28, cinquième client des Etats-Unis, la faiblesse du taux de croissance (1,5 %, voire moins selon les prévisions de la Banque Centrale européenne) contribuerait à la contraction des exportations américaines. En revanche, la reprise de la croissance aux Etats-Unis devrait occasionner un surcroît d'exportations agroalimentaires pour l'UE. L'affaiblissement de la croissance en Australie et au Brésil constitue une autre menace pour les exportateurs américains.

Ensuite, la parité du dollar vis-à-vis des principales monnaies nuirait à la compétitivité-prix des exportations agroalimentaires américaines. Depuis le mois de mars 2014, le dollar a en effet progressé de près de 10 % par rapport à l'€. Plus globalement, l'appréciation du dollar par rapport à l'ensemble des devises serait en 2015 de + 2 %. Le pic d'appréciation de 2009 ne serait toutefois pas renouvelé. Or le taux de change du dollar exerce une influence réelle sur le profil des exportations américaines (graphique 2).

## Solde agroalimentaire des USA et taux de change euro / dollar



1258 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

sources : FMI, Department of Commerce

Enfin, les projections à court terme réalisées par l'USDA tiennent compte des risques financiers et géopolitiques. Les tensions géopolitiques actuelles sont en effet porteuses de menaces pour les exportateurs américains, à commencer par celle d'un embargo commercial, comme celui qui a été décidé en août 2014 par la Russie, en réaction aux sanctions affichées par Washington et par Bruxelles, et qui touche tant les Européens que les Américains. Les risques financiers quant à eux sont de deux ordres. Celui qui surviendrait si le prix du baril de pétrole descendait trop bas, fragilisant les pays producteurs les plus dépendants des recettes pétrolières, comme l'Algérie, le Nigeria et le Venezuela. L'autre a trait au fait que certaines économies ne sont toujours pas sorties d'un endettement chronique, à l'instar de l'Argentine (l'excédent de la balance courante est en voie d'extinction, les réserves de change baissent depuis 2012 et la parité du peso a diminué de près de plus de 30 % face au dollar depuis 2011), et du Venezuela (en situation de grave pénurie de devises, inflation frôlant les 40 % en 2013, et forte contrainte d'approvisionnement en produits de base). L'USDA mesure encore assez mal les répercussions de cette fragilité financière sur les voisins, et notamment le Brésil. Si les prévisions d'exportations s'assombrissent sur certaines régions, elles apparaissent meilleures sur des destinations comme le Canada et le Mexique. Au total, le montant des exportations agroalimentaires américaines passerait de 152,5 à 143,5 milliards de dollars entre 2014 et 2015.

## LES ETATS-UNIS PRÊTS POUR CONQUÉRIR LA DEMANDE MONDIALE

Cette prévision de court terme n'est pas de nature à inquiéter les exportateurs américains. Sachant que la demande mondiale de produits agricoles et alimentaires est appelée à rester soutenue à l'horizon 2050 (démographie, urbanisation, élévation des niveaux de vie, poursuite de la transition nutritionnelle), ils se préparent à capter les marchés les plus dynamiques. D'abord en raison d'une politique agricole adaptée à la circonstance (la dépense budgétaire 2014-2018 est de l'ordre de 500 milliards de dollars, soit 100 milliards par an en moyenne, assortis de puissants dispositifs de protection des chiffres d'affaires et des marges), et d'une réserve de productivité leur permettant d'entrevoir avec sérénité l'évolution de leurs débouchés à l'exportation<sup>1</sup>. La seule variable pouvant entraver le prolongement des tendances de productivité en agriculture est celle du climat.

Pour conclure ce panorama du commerce extérieur de produits agricoles et alimentaires, signalons la faculté d'adaptation de l'appareil exportateur américain aux enjeux alimentaires mondiaux qui sont déjà à l'œuvre. Le contraste avec la Politique Agricole Commune n'en est que plus significatif. ●

**Thierry Pouch**

Chambres d'Agriculture France  
Direction économie des agricultures et des territoires

<sup>1</sup> Une étude récente réalisée par l'USDA montre en effet que l'agriculture américaine formera l'un des grands leaders sur les marchés mondiaux à l'horizon 2050, s'appuyant en particulier sur des réserves de productivité qui prolongeraient les tendances antérieures, notamment en céréales, oléagineux, sucre et fruits et légumes. Cf. R. Sands. C. James. E. Marshall (2014), Global Drivers of Agricultural Demand and Supply, USDA, Economic Research, September.